

Andrée FORTIN

PASSAGE DE LA MODERNITÉ : LES INTELLECTUELS QUÉBÉCOIS ET LEURS REVUES

Pierre SKILLING

Publié dans *Aspects sociologiques*, vol 4, no 1-2, mai 1996, pp. 62-65.

Certaines revues symbolisent à elles seules des époques charnières de la vie intellectuelle québécoise (française) au cours du vingtième siècle. Quelques-unes des « grandes idées » qui ont été défendues pendant des périodes privilégiées d'effervescence politique et intellectuelle au Québec ont été incarnées par des revues comme *Le Nigog* (fondé en 1918), *Cité libre* (1950), *Parti pris* (1963), *Mainmise* (1970)... Un certain nombre de réflexions sur les idées maîtresses véhiculées par ces revues ont été proposées, mais une analyse de la dynamique même du milieu intellectuel restait à produire. Comme le fait remarquer l'auteure de *Passage de la modernité*, rares sont les études s'intéressant à la fois aux intellectuels québécois et à leurs revues¹.

La plupart des recherches effectuées sur les revues s'attardent à une seule ou à quelques revues : certaines de ces revues ont véhiculé les éléments de débats politiques et sociaux très importants pour le Canada français et le Québec du vingtième siècle, et ont ainsi attiré l'attention de sociologues, politologues, historiens et analystes littéraires. Ce que fait plutôt Andrée Fortin, du département de sociologie de l'Université Laval, c'est l'analyse des transformations du milieu des intellectuels québécois à partir d'un corpus de revues aussi exhaustif que possible. Ce n'est pas un livre sur les revues, mais un livre sur les intellectuels, et qui s'attarde à l'une de leurs principales activités : la fondation d'une revue. Fortin suppose que, dans l'acte fondateur, les intellectuels se définissent par

¹ On doit ici distinguer les revues d'intellectuels des magazines comme l'Actualité ou Elle Québec, qui ne sont pas nécessairement dirigés par les intellectuels ni leur sont spécialement destinés.

rapport à leur monde. Elle dépouille donc systématiquement les éditoriaux par lesquels les fondateurs de revues expliquent la nécessité d'un nouveau périodique dans le paysage intellectuel.

C'est la situation de cette fin de siècle qui justifie la démarche d'Andrée Fortin. « Désormais on a le sentiment d'un éloignement croissant des intellectuels des enjeux globaux », constate-t-elle, et selon plusieurs c'est depuis le référendum de 1980 — ou le projet politique de la modernité québécoise a été sérieusement ébranlé — que l'intellectuel québécois a pris congé. Pourquoi ce silence? Et d'abord, y a-t-il vraiment silence? L'auteure envisage deux possibilités : soit qu'il y ait en effet « décrochage » des intellectuels québécois, soit que les intellectuels discutent d'enjeux plus singuliers. Dans le second cas, pour lequel penche Fortin, on serait en présence de l'intellectuel québécois « post-moderne », investissant le domaine privé de la sphère sociale. Non, cet intellectuel québécois de l'après-modernité n'est pas muet : dorénavant, il parle à la première personne du singulier, au lieu de se placer comme animateur et promoteur d'un « Nous » justifiant un projet politique global.

Mais qu'est-ce qu'un intellectuel québécois? Pour le définir, il faut placer les balises temporelles permettant d'isoler la « modernité québécoise ». Le métier (ou le rôle) d'intellectuel apparaît avec la modernité, en Europe : dans ce type caractéristique de société, la raison et la science remplacent la tradition et la foi religieuse comme sources d'explication du monde. À l'époque dite des Lumières, l'effondrement des explications religieuses laisse progressivement le champ libre à la définition du « sens », du « projet » social et politique sur la base des mécanismes propres au débat, à la discussion libre et rationnelle. À cet égard, les intellectuels jouent un rôle important sinon central, en tant que « définisseurs de situation », comme le formule Fortin. L'émergence de la fonction d'intellectuel concorde donc avec celle du projet de la modernité. Les intellectuels définissent la modernité et son lexique, jettent un regard critique sur la société moderne, exposent des problèmes et proposent des solutions.

Historiquement, c'est avec l'affaire Dreyfus, qui déchira la société française il y a un siècle, que les intellectuels se distinguent en tant que groupe identifiable, alors que de dramatiques interventions dans des organes de gauche comme de droite font de ceux-ci de véritables acteurs sociaux. En ce qui concerne le Canada français, nous dit Fortin, c'est vers la fin de la Première Guerre mondiale que les intellectuels se détachent comme groupe autonome et quittent la « pré-modernité ». À travers des revues comme *L'Action française* (1917), *Le Nigog* (1918) et *La Revue moderne* (1919), ils formulent eux-mêmes les objectifs que doit viser pour son avenir la nation qu'ils veulent éclairer. Ils définissent les enjeux, au lieu de n'être que les porte-flambeaux d'un patriotisme qui les a précédé, détachant ainsi, progressivement, le champ intellectuel du champ politique (le second définissant auparavant le premier). Bref, de porte-flambeau, ils seraient devenus des phares. L'intellectuel canadien-français, puis québécois, voit son autonomie s'élargir au cours du présent siècle, au sein d'un Nous qui n'est plus gouverné par l'affirmation de l'identité politique du Canada français mais plutôt par l'affirmation de ses intellectuels en tant que groupe mettant en place les principaux éléments du débat social et politique.

À travers cette étude, on sillonne le parcours de l'intellectuel québécois comme acteur social, parcours où Fortin tente de définir la posture intellectuelle adoptée pour chacune des périodes analysées. Et ce qui intriguait l'auteure au premier abord, c'était l'attitude des intellectuels dans la postmodernité, soit depuis la fin des années soixante-dix au Québec, selon sa périodisation. Pour comprendre ce qui caractérise les intellectuels québécois en cette fin de siècle, on se donne donc ici pour tâche d'en expliquer la genèse et le cheminement comme groupe social.

Fortin veut donc comprendre comment les intellectuels québécois s'inscrivent dans leur monde. Elle veut « cerner l'insertion des intellectuels dans la cité », en retraçant la genèse de la situation actuelle. En ce sens, c'est dans une certaine mesure une histoire des intellectuels québécois que désire peindre Andrée Fortin. Pas tout à fait une histoire des idées, mais une histoire des « intellectuels en acte », à travers une analyse du discours des « textes fondateurs » de plus de cinq cents revues lancées au Québec de 1778 à 1989. Fortin découpe cette histoire en trois périodes associées chacune à une dénomination descriptive :

1) La pré-modernité (de 1778 à la fin de la Première Guerre mondiale), où le monde intellectuel n'est pas encore autonome par rapport au monde politique. Écrivains et autres journalistes exercent le métier de penser, mais le plus souvent en associant leur position au projet identitaire basé sur la Foi et/ou la Patrie, le champ politique définissant donc le champ d'action de l'intellectuel. Environ 160 revues de cette période sont analysées;

2) La modernité (de 1918 à 1978), où l'intellectuel acquiert son autonomie par rapport au politique, prenant une part active à sa définition même (« les idées mènent le monde »). En effet, au Québec, le projet de la modernité se présente essentiellement comme un projet politique, notamment par l'édification d'un État québécois : à ce stade de l'histoire du Québec, l'intellectuel se place à l'avant-garde du projet politique et social. Environ 160 revues sont couvertes pour cette période;

3) La postmodernité — de 1978-79 à 1989 —, où l'intellectuel se distancie du projet politique moderne : on ne discute plus d'un « projet de société » autour d'un Nous québécois, mais des pratiques à la base qui s'affirment par des Je s'inscrivant dans des réseaux qui ne passent par le Nous québécois qu'accessoirement (« La postmodernité n'est pas anti-moderne; elle est plutôt non-moderne »). Ici, une centaine de titres sont parcourus par l'auteure.

Les revues, elles, sont classées en quatre genres : les revues artistiques (135 titres), les revues d'idées (151 titres), les revues scientifiques (72 titres) et une catégorie à part, les revues dites « du dix-neuvième », étant donné que les publications s'apparentant à la revue au siècle dernier peuvent traiter de tous les sujets nommés plus haut (cette catégorie comprend 158 titres). On classe les revues dans une catégorie à partir du matériau de base : le premier éditorial.

D'un point de vue méthodologique, l'intellectuel se définit ici comme celui qui participe à la fondation d'une revue. Critère sans doute simpliste, reconnaît Fortin, mais « opératoire ». Ainsi, on met au jour les changements dans l'intentionnalité de ces « définisseurs de situation », les « vides » qu'ils entendent combler en fondant un périodique, sur une période de plus de deux cents ans. La fondation d'une revue équivaut à une prise de parole des intellectuels en tant que groupe spécifique s'exprimant dans un milieu précis (universitaire, scientifique, littéraire, etc.) et c'est par le texte de présentation de la revue (généralement l'éditorial) qu'ils formulent leur « programme d'action intellectuelle ». Ce programme « révèle non seulement l'intention explicite, manifeste, des intellectuels, mais leur posture intellectuelle, leur rapport au social. » Le corpus d'éditoriaux fondateurs monté par Fortin permet une analyse à la fois diachronique, permettant d'analyser l'évolution du sujet intellectuel québécois, et synchronique, « pour évaluer enjeux et tensions à l'intérieur de ce champ, et entre celui-ci et l'ensemble du social » à un moment de l'histoire.

Fortin analyse longuement la période du « passage » de la modernité : le Québec est passé à travers sa modernité, sa « révolution tranquille », période où l'intellectuel analyse le social et le politique à la troisième personne du pluriel, donnant un caractère absolu à sa parole au nom d'enjeux globaux. Durant cette période s'exprime un Nous intellectuel qui emprunte des voies diverses : le Nous de *Cité libre* dans les années cinquante, que Fortin définit comme une coalition de Je anti-duplessistes, le Nous nationaliste, à partir des années soixante, exprimé entre autres par Parti pris, puis, jusqu'aux premières années de la décennie soixante-dix, le Nous contre-culturel notamment dans *Mainmise* et le Nous radical dans les revues marxistes-léninistes comme *Socialisme québécois* ou même dans *Le Temps fou* qui formule une critique de l'entreprise intellectuelle. Environ le tiers de l'étude est consacrée à cette période effervescente de l'histoire politique et intellectuelle du Québec, pour éclairer la période suivante. Il s'agit de comprendre l'édification de ces Nous pour mieux analyser leur éclatement après la modernité.

Cette modernité intellectuelle québécoise a subi un épuisement, un échec relatif, qu'on peut associer à une fermeture progressive du milieu sur lui-même. Selon Fortin, « l'échec d'un projet intellectuel lié à la montée de l'État et à l'intervention de la société sur elle-même » rendent le cas québécois singulier : l'expertise, le militantisme et le projet scientifique ont tous été amenés à une remise en question. L'intellectuel se rapportant par définition à la modernité, Fortin constate un échec de la « parole moderne », et le référendum de 1980 n'est pas l'événement-clé qui aurait amené les intellectuels à modifier leur rapport à la cité, comme certains le prétendaient en parlant de « syndrome postréférendaire » : beaucoup ont cru qu'une prétendue « morosité » intellectuelle ou du moins le changement de climat dans le milieu intellectuel québécois s'expliquait d'une manière ou d'une autre par ce revers du projet nationaliste. Or, on l'a vu, l'intellectuel se définissant notamment par son autonomie par rapport au champ politique, une telle interprétation ne tiendrait pas la route. Ainsi, par exemple, on note que dans *Le Temps fou* (1978), on s'exprimait déjà sur la nécessité de rechercher de « nouvelles bases de la pensée sociale », et ce « malgré et au-delà d'une éventuelle indépendance du Québec ». On annonçait d'une certaine façon la postmodernité, où

l'intellectuel redéfinira son rapport à la cité, en se rapprochant d'enjeux plus locaux ou d'enjeux privés, comme ceux dont discute le féminisme par exemple. On préparait les modalités d'un nouveau discours intellectuel, une remise en question du Nous de la modernité.

On doit donc se garder d'un pessimisme que plusieurs voudraient entretenir à cause d'un supposé « silence des intellectuels ». Les nouvelles revues exprimant un Nous nationaliste, révolutionnaire ou les deux mais en tout cas « collectif » se faisant rares, il faut tendre l'oreille ailleurs. Ainsi, en ce qui concerne les premiers numéros des revues nées dans les années quatre-vingt, les éditoriaux inauguraux révèlent que les intellectuels prennent la parole en énonçant des Je, au lieu de s'exprimer au non du Nous de la modernité : « Le privé est politique ». Cette « libération » des Je prend en grande partie sa source, son modèle, dans le mouvement féministe — et dans des revues comme *Québécoises deboutte!* (1972), *Pluri-elles* (1978), *La Vie en rose* (1980)... — . Les intellectuels « ont quitté les rives de la modernité. Ils ont acquis un sexe, une vie privée, et perdu la place publique. » Si certains de ces nouveaux intellectuels s'intègrent parfois dans un Nous, ce n'est plus le Nous moderne, mais un Nous éclaté, un regroupement de Je sexués, individualisés, qui accompagnent le changement social au lieu de le diriger, et qui ne s'expriment plus principalement sur des thèmes liés strictement au champ politique : féminisme, écologie, droit et affirmation de la différence, affirmation de nouvelles formes littéraires et artistiques (science-fiction, bande dessinée). L'intellectuel souhaite le changement, l'amélioration de son sort, mais il ne croit plus au grand soir. Selon la formule de Foucault, l'intellectuel « spécifique », qui traite des problèmes précis (conditions de travail ou conditions de vie) a remplacé l'intellectuel « universel » qui, lui, se voulait « porteur de significations et de valeurs où tous peuvent se reconnaître. »

Au Québec, cette inscription dans le privé s'accompagne à la fois de l'apparition de nouveaux Je défenseurs du libéralisme (*Liberté-magazine*, *L'Analyste*) et d'un déclin de la gauche (du moins dans sa forme la plus « révolutionnaire », puisque la critique du capitalisme et le discours sur la « lutte des travailleurs » sont toujours vivants dans des revues comme *Presse-libre* ou *Objections*). En outre, les notions de gauche et de droite ne sont plus de la meilleure pertinence pour analyser l'intention intellectuelle dans la postmodernité, spécialement en raison de l'épuisement du projet spécifiquement moderne et politique que les intellectuels avaient porté sur la place publique, affaiblissement relatif lisible dans le corpus analysé par Fortin.

L'auteure, à travers une démarche limpide, avec rigueur et exemples à l'appui, atteint donc son but et démontre clairement que la parole de l'intellectuel québécois ne s'est pas tue, mais a plutôt misé sur d'autres enjeux. En limitant la définition de l'intellectuel à celui qui participe à la fondation d'une revue, Fortin pouvait sembler offrir une définition étroite et circulaire. Pourtant, elle a ainsi élargi l'idée qu'on se fait de l'intellectuel, autorisant ainsi l'inclusion d'une parole autre que la parole « moderne » dans le champ intellectuel. L'écrivain, le philosophe, le sociologue, le scientifique sont reconnus comme des intellectuels, mais si on veut rendre compte du milieu intellectuel de l'après-modernité, on doit y inclure entre autres, le musicologue, l'intellectuel des régions (hors de Montréal ou de la ville de Québec), l'immigrant, et même le « bédéiste »... Ce

n'est pas sa spécialisation qui donne à un individu sa fonction d'intellectuel, mais bien sa volonté de créer les lieux d'expression de sa parole lorsqu'il sent qu'elle serait pertinente aux problèmes de la cité.

La modernité est associée à l'«effondrement des interprétations religieuses du monde, qui fournissaient le sens à la société », justifiant le rôle des intellectuels comme producteurs de sens. Aujourd'hui, l'interprétation moderne du monde subit des secousses semblables. On ne doit pas comprendre par là, suite aux chocs ayant ébranlé l'entreprise de la modernité, en particulier au plan politique et notamment au Québec autour de 1980, que cette fonction d'intellectuel est désuète, que cet épuisement de la modernité réduit les intellectuels au silence. Le Québec comme totalité absolue est peut-être moins lisible dans les éditoriaux initiaux des revues récentes, mais on peut y lire manifestement des dizaines de Je bien situés au Québec et qui nomment, qui expriment la société actuelle dans toute sa complexité, ou dans toute sa confusion. Le retour du projet nationaliste dans la sphère politique serait-il accompagné d'un retour en force du Nous québécois nationaliste si on analysait les éditoriaux fondateurs des nouvelles revues depuis 1990? Il est possible d'en douter : si ce Nous nationaliste s'exprime aujourd'hui, il sera sans doute composé de Je qui y auront adhéré individuellement, dans le « privé ». L'intellectuel ayant acquis son autonomie par rapport au politique dans l'ère moderne et son autonomie individuelle dans l'ère de l'après-modernité, il y a longtemps que les événements politiques ne dictent plus l'agenda des intellectuels dans leur milieu propre, celui des revues.

Pierre SKILLING
Troisième cycle,
Sociologie, Université Laval

BIBLIOGRAPHIE

Andrée FORTIN, *Passage de la modernité : Les intellectuels québécois et leurs revues*, Québec, Presse de l'Université Laval, 1993, 406 p.